

Volet soutirage

En préambule, Enerplan, syndicat des professionnels de l'énergie solaire, souhaite rappeler son attachement à une tarification de l'utilisation des réseaux publics qui non seulement couvre les coûts, ce point ne faisant pas débat, mais qui soit également un outil au service de la transition énergétique. Cette transition, inscrite dans la loi notamment dans les articles 100-1 et suivants du Code de l'Énergie, mais aussi dans sa déclinaison opérationnelle qu'est la PPE, prévoit un changement de paradigme, avec le passage d'une économie centralisée de la production électrique à une décentralisation massive de ces outils. Cette décentralisation ne peut se faire sans s'appuyer sur le maillage fin et résilient des réseaux publics. Ils doivent donc être un outil de cette transition.

Enerplan rappelle également son attachement à ce que les réseaux soient des outils non discriminants pour favoriser l'essor de la production d'électricité à partir de sources renouvelables, en particulier de l'autoconsommation, individuelle ou collective, mais aussi demain des communautés énergétiques issues des directives européennes en cours de transposition en droit français.

La tarification de leur utilisation doit donc refléter cette volonté de permettre une insertion accrue d'électricité renouvelable, en favoriser l'usage et la consommation locale.

Question 1 Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

Enerplan est favorable aux principes édictés, mais note que des évolutions sur les principes du timbre-poste ou encore de la péréquation tarifaire pourraient faire l'objet de discussions à l'aune de la décentralisation énergétique, et des productions et consommations locales. Enerplan recommande qu'un groupe de travail soit ouvert sur l'évolution de ces principes et de leur application.

Enerplan regrette cependant l'a priori négatif qui ressort de ces principes à l'encontre de l'autoconsommation collective. En effet, si les effets positifs de la consommation locale de la production sont soulignés, rien aujourd'hui au travers des 31 opérations en service ne permet de pointer un coût important de la remontée des électrons sur les niveaux de tensions supérieurs. Par ailleurs, ce qui est vrai ici pour l'autoconsommation collective l'est également pour toute production

décentralisée d'électricité, qui peut ou non trouver un débouché sur la boucle BT de son injection. Aussi, en l'état, Enerplan regrette qu'un cas particulier soit fait de ce mode de production - consommation des électrons solaires, les autoconsommateurs ayant de fait maintenu une option de TURPE classique, le TURPE spécifique les pénalisant. Ces consommateurs – autoconsommateurs collectifs ne sauraient donc être catégorisés différemment des autres. Force est de constater que l'existence de cette option tarifaire n'en fait pas un outil probant, car elle n'est ni applicable ni appliquée.

En outre, la CRE a mené ces derniers mois d'importants travaux de réflexion sur les moyens de stockage, et les service réseaux. Il ressort dans la conclusion du document de réflexion et de proposition publié le 11 septembre dernier concernant le stockage d'électricité en France, que :

- les services que peut rendre le stockage sont nombreux ;
- le stockage jouera un rôle important dans le cadre du développement des flexibilités ;
- la CRE souhaite s'assurer que le cadre réglementaire et tarifaire, ainsi que les conditions d'accès aux réseaux électriques soient propices au développement du stockage.

Malheureusement, la proposition tarifaire ici proposée ne prend pas en compte les points mentionnés dans ce rapport de septembre 2019.

Enerplan souhaite que ces propositions soient prises en compte dans le processus d'élaboration des tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité suivant les services rendus par le stockage aux réseaux et sans défavoriser les stockeurs.

Question 2 Êtes-vous favorable aux évolutions de méthodologie envisagées par la CRE pour déterminer la composante de soutirage ?

La méthodologie envisagée, avec une tarification au coût marginal, si elle semble la plus optimale pour tenir compte des besoins du réseau et des coûts associés, emporte un risque d'augmentation de facture pour les personnes les plus thermosensibles (d'autant plus dans le contexte actuel de crise économique majeure). Il est nécessaire par ailleurs de disposer d'études de sensibilité sur l'impact du changement de méthode sur ces ménages et entreprises.

En outre, ce changement de méthodologie se traduit par une augmentation de la part puissance, pénalisant notamment l'autoconsommation qui reste pour l'instant un usage marginal. Elle rend donc moins attractive la consommation d'électricité autoproduite, mais également dans la plupart des cas l'effort d'économie d'énergie dans les bâtiments, en minimisant l'impact financier de la baisse de consommation d'électricité du réseau. Faut-il se priver d'un tarif basé principalement sur l'énergie qui permet d'inciter le consommateur à réduire sa consommation, pour pénaliser un usage marginal encouragé par les directives européennes ?

Par ailleurs, Enerplan s'interroge sur l'accentuation de la différenciation temporelle entre été et hiver alors même que l'on constate : une baisse de la pointe hivernale du fait d'hivers toujours plus doux et une hausse de la pointe estivale du fait d'étés toujours plus chauds et du développement de la climatisation. Ces évolutions et l'anticipation (i) de l'impact du réchauffement climatique sur la

structure de la thermosensibilité de la France, (ii) de l'impact des rénovations énergétiques, vont à l'encontre de l'évolution proposé par la CRE.

Alors que ce n'est pas le sujet, ces évolutions conduisent à réduire l'avantage financier de l'autoconsommation individuelle qui permet justement de limiter l'accroissement de la pointe estivale.

Le choix de la structure tarifaire (Volume/Capacité) est fondamental, car il permet d'envoyer des signaux tarifaires différents. Pour être efficaces, les signaux tarifaires doivent être envoyés sur les usages non captifs. Un consommateur est-il plus à même de réduire sa puissance ou de déplacer sa consommation ? Une étude complémentaire, économique et sociologique, pourrait être utile pour éclairer ces choix et décider de la forme la plus adéquate de la structure tarifaire.

Question 3 : Etes-vous favorable à l'évolution des grilles HTB ?

Question 4 : Etes-vous favorable à l'évolution des grilles HTA et BT>36 kVA ?

Question 5 : Êtes-vous favorable au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?

Les solutions de stockage et de flexibilité seront amenées à se développer considérablement durant l'application de ce TURPE 6. A ce titre, il serait préférable de conserver cette pointe mobile afin que les consommateurs HTA puissent s'en saisir avec les nouvelles solutions à bas coûts ayant émergé au cours de ces dernières années (stockage stationnaire et mobile notamment).

Question 6 : Êtes-vous favorable aux modalités et au calendrier de mise en œuvre de la généralisation des options à 4 plages temporelles envisagés par la CRE ?

Enerplan est favorable à la mise en œuvre des incitations à une consommation intelligente de l'électricité pour les besoins qui peuvent être différés. Ces 4 plages temporelles et la limitation de la pointe électrique seront nécessaires dans le cadre des nouveaux usages de l'électricité en émergence, et en particulier avec le développement de l'électromobilité. Elles pourront également maximiser l'impact de l'autoconsommation, évitant des transits d'électrons sur le réseau, mais aussi du stockage diffus associé. Il est à noter que ces plages temporelles doivent s'adapter à l'évolution des pointes de consommation, et notamment au déplacement ou à la création de nouvelles pointes estivales par exemple liées à la climatisation, qui donnent tout leur sens à l'autoconsommation individuelle ou collective.

Le calendrier doit suivre l'évolution du déploiement des compteurs Linky.

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles BT≤36 kVA ?

Dans cette proposition, il apparaît que le cout unitaire du terme puissance des tarifs réseaux HTB1 et HTA proposé est plus élevé que le cout unitaire du terme puissance sur le réseau BT. Cela n'est pas logique et présente d'une répartition arbitraire des couts du réseau entre part puissance et part énergie par niveau de tension sans cohérence entre les différents niveaux de tension.

Cette grille doit donc être mise en cohérence avec celle des autres niveaux de tension.

Question 8 : Êtes-vous favorable au maintien en 2024 d'options dérogatoires (base et heures pleines / heures creuses) uniquement accessibles aux consommateurs non équipés de compteurs évolués, selon les modalités proposées par la CRE ?

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité de faire supporter le surcoût généré par la relève à pied résiduelle aux consommateurs qui, de leur fait, ne disposent pas de Linky ?

Question 10: Êtes-vous favorable à l'adaptation du positionnement des heures creuses afin de prendre en compte les contraintes locales sur les réseaux dans le respect du principe de péréquation ?

Cette mesure semble inciter au lissage des pointes de soutirage locales, ce qui est une bonne chose. En cela, elle renforcerait l'intérêt des économies d'énergie, du déplacement de consommation et de l'autoconsommation individuelle. Néanmoins, Enerplan alerte sur le risque que ce déplacement dynamique des heures creuses ne pénalise les opérations d'autoconsommation collectives. En effet, le TURPE applicable aux électrons autoconsommés transitant par le réseau public serait élevé alors même que la consommation d'une électricité produite localement permettrait au reste du réseau sur cette zone géographique d'être dans l'ensemble moins sollicité.

Enerplan souhaite donc que des précisions sur l'application de cette mesure pour les autoconsommateurs collectifs soient fournies afin de pouvoir soutenir cette adaptation sans réserve.

Sans remettre en cause le principe de péréquation tarifaire, le positionnement des heures creuses se doit d'inciter à une maximisation du taux d'autoconsommation à l'échelle des opérations d'autoconsommation collectives, dans la mesure où elles permettent de résorber des congestions autrement coûteuses pour les gestionnaires du réseau public. D'autre part, Enerplan souhaite que soit discuté au sein d'un GT le principe d'un marché organisé permettant de rémunérer des acteurs mettant en œuvre des solutions innovantes comme la gestion dynamique des consommations ou des productions, permettant d'inciter à la multiplication des flexibilités, sources d'économies substantielles à l'échelle du système électrique.

Question 11: Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction de dénivelés de puissance souscrite en basse tension ≤ 36 kVA ne constitue pas une évolution à prioriser pour TURPE 6 ?

L'introduction de dénivelés, donc de puissances souscrites évolutives, permettraient à l'autoconsommateur individuel par exemple de réduire sa puissance souscrite au moment de sa pleine production, qui peut coïncider avec les heures pleines et pointes de soutirage en cours d'évolution du fait des nouveaux usages comme la climatisation. En repousser l'application à une révision du TURPE 6 ou au TURPE 7 minimise l'intérêt immédiat de la production locale autoconsommée, alors qu'un signal tarifaire simple et clair pourrait en ressortir. Une expérimentation est donc souhaitable dès TURPE 6.

La volonté de la CRE de ne pas mettre en place un dénivelé de puissance pour les puissances < 36 kVA montre une incohérence dans la structure de sa proposition relative au TURPE.

- pour les tensions >36kVA, la différenciation temporelle HC/HP et été/hiver du TURPE (en termes de coût) s'accompagne d'une possibilité de souscrire des puissances différentes. C'est la logique même de la différenciation temporelle incitant les consommateurs à soutirer des puissances moindres pendant les plages temporelles contraintes (HPH par exemple).
- Pour les tensions <36kVA, la CRE souhaite généraliser la différenciation temporelle à 4 quadrants du TURPE pour s'inscrire dans la logique des tensions >36kVA, mais sans permettre une souscription de puissance différenciée en fonction des plages HC/HP - été/hiver. Cela conduit à une absence de possibilité d'optimisation pour ces consommateurs. Dans la mesure où une différenciation temporelle est introduite, un particulier doit pouvoir souscrire des puissances différentes en fonction des plages horaires afin de refléter les coûts réellement induits par les consommateurs d'une manière juste et cohérente vis-à-vis du reste du cadre tarifaire.

Aussi, Enerplan considère que des analyses complémentaires semblent nécessaires pour mettre en cohérence ces aspects, sans s'interdire de le mettre en œuvre si cette option s'avérait favorable pour le réseau et pour les consommateurs.

Question 12: Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs, même en cas de changement de fournisseur, doit être maintenue en l'état tant que des options saisonnalisées cohabitent avec des options non saisonnalisées ?

Enerplan est favorable à cette mesure tant qu'elle ne vient pas amoindrir les efforts des consommateurs en faveur de leur baisse de consommation, et n'interdit pas le retour en arrière dans le cas où l'option tarifaire s'avérerait pénalisante pour le consommateur.

Il devrait être possible pour un autoconsommateur de modifier son option tarifaire (option classique/ACC). En effet, cette modification n'entraînerait pas d'arbitrages saisonniers et donc aucun effet d'aubaine. Cela offrirait seulement plus de flexibilité et permettrait aux autoconsommateurs capables de maximiser leur autoproduction sur certaines périodes et non durant toute l'année, d'en bénéficier.

Question 13: Avez-vous des remarques relatives aux dispositions tarifaires en vigueur relatives à l'autoconsommation, en particulier concernant la composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation collective ?

Enerplan souhaite que les retours d'expérience de la CRE sur l'autoconsommation individuelle et collective puissent être rendus publics et discutés collégialement.

Le principe de cascade des coûts doit être bien étudié pour l'autoconsommation. Lors de la délibération de la CRE du 7 juin 2018 un seuil arbitraire de 30% a été retenu. Nous estimons que ce seuil pourrait être revu à l'aune des retours d'expérience. Retenir un seuil trop élevé, démenti par les retours d'expériences, serait un frein au développement pour ce type d'usage. L'augmentation de la part puissance pénalise déjà l'autoconsommation, comme exprimé dans la réponse d'Enerplan à la question 2.

Enerplan rappelle également son opposition au TURPE autoconsommation collective tel que délibéré par la Commission, qui ne répond pas aux objectifs législatifs de favoriser l'insertion de ces opérations

dans le paysage électrique et s'avère in fine défavorable aux autoconsommateurs collectifs. Si le TURPE n'est pas un outil de transition, à tout le moins il ne saurait y faire obstacle en dissuadant les opérations décentralisées. Il est à noter, par exemple, que certains États comme l'Autriche, envisage de ne pas prendre en compte le principe de cascade des coûts pour les opérations d'autoconsommation collectives.

Ces éléments de retours d'expériences devront en tout état de cause être portés à connaissance en vue des consultations prévues à l'automne sur l'ensemble de la structure du TURPE.

Par ailleurs, rappelons que la structure actuelle du TURPE Autoconsommation Collective ne répond pas à la demande du législateur de favoriser le développement des opérations d'autoconsommation collective. Aujourd'hui, la structure du TURPE autoconsommation collective pénalise la majorité des projets. Conditionner la favorisation des projets, et donc leur réussite, à des taux d'autoconsommation très élevés par rapport à la moyenne (40% à 50%) est extrêmement restrictif au regard de la majorité des profils de consommation versus les profils de production photovoltaïque. Il est donc important que la CRE prenne acte de la décision du législateur de favoriser, y compris financièrement, l'autoconsommation collective et établisse un TURPE qui donne un avantage compétitif aux opérations d'autoconsommation collective, dès des taux d'autoproduction standard (15% à 20%).

Enfin, notons que la complexité du TURPE spécifique actuel va à l'encontre du critère de lisibilité que s'est donné la CRE : « Le niveau de complexité des tarifs doit être adapté au type d'utilisateur du domaine de tension considéré. » Pour un ménage classique, la distinction de flux (allo/autoproduits avec une différence entre flux alloproduits et flux réseaux classiques) caractérisés par des coefficients tarifaires différents est tout sauf intuitive. Cette option se veut être un signal tarifaire, mais un signal, pour être efficace, doit déjà être compris.